

Séance du conseil municipal du VENDREDI 18 NOVEMBRE 2011

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille onze, le dix-huit novembre, à dix-huit heures trente,
Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

h h h h h h h h

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, André CASTAGNOS, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel PEDURAND, Jean-Paul VIELLE, Fabienne DE MACEDO, Gabriel LASSERRE, Christiane MORIZET, Jean-Pierre LACROIX, Christiane FAURE, Jean-Pierre PIBOYEUX, Hélène DE MUNCK, Pascal SEGUY, Daniel GUIHARD, Frédéric PRINCIC, Cathy SAMANIEGO, Alain REGINATO

Étaient absents : MM. Danielle DAL BALCON, Éliane TOURON, Martine RACHDI, Alexandrine BARBEDETTE, Isabelle DRISSI, Mohamed LAHSAINI, Franck GAY, Alain PARAILLOUS, Josiane MORTZ, Brigitte CAMILLERI

Pouvoirs de vote :

Mme DAL BALCON à Mme BEYRET
Mme TOURON à M. SEGUY
Mme DRISSI à M. SAUVAUD
M. LAHSAINI à M. CASTAGNOS
M. PARAILLOUS à M. REGINATO

Monsieur Jean-Pierre PIBOYEUX a été élu secrétaire de séance.

h h h h h h h h

Monsieur le maire demande au conseil municipal d'observer une minute de silence à la mémoire de madame Pierrette CAHAY, ancienne bourgmestre de la ville de Visé. Il lui demande ensuite d'avoir une pensée pour monsieur Franck GAY, conseiller municipal en exercice, dont le fils est décédé.

h h h h h h h h

AFFAIRE DE DERNIERE MINUTE

Le Conseil Municipal accepte d'inscrire un point en affaire de dernière minute :

- **Élection délégué titulaire au Syndicat des eaux du sud du Lot (modification de la délibération du 28 mars 2008)**

SERVICES

1. Gestion et exploitation des gîtes et du camping : convention de prestation de service avec l'Office de tourisme du Confluent 2012

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

L'Office de tourisme du Confluent, qui est un Établissement Public de Coopération Industrielle et Commerciale (EPIC), assure différentes missions dans le cadre du transfert de compétence à la CDC Confluent : promotion et animation touristiques du territoire, accueil et information des touristes, coordination des organismes.

La commune d'Aiguillon est propriétaire d'équipements touristiques structurants pour le territoire : le camping et les gîtes « le Vieux moulin ».

Considérant la nécessité de garantir une promotion, un accueil et une gestion professionnels et cohérents pour ces équipements touristiques municipaux, et de réduire la saisonnalité touristique en mutualisant les moyens et les compétences, le conseil municipal est appelé à adopter une convention de prestation de service avec l'Office de tourisme du Confluent relative à la gestion et l'exploitation des gîtes et du camping communal, pour l'année 2012, à l'instar de 2009 et 2010.

Ces missions correspondent à :

- la promotion des gîtes et du camping (documents promotionnels) ;
- l'accueil téléphonique : prise en charge des contacts avec toute personne intéressée par une location ;
- la tenue du planning des réservations ;
- l'établissement des contrats de location ;
- l'accueil physique en-dehors de la période estivale ;
- le gardiennage des équipements ;
- l'entretien des structures, nettoyage, achat de petit matériel d'entretien et autre ;
- l'encaissement des recettes et la tenue d'un registre des locations qui devra être visé par le maire.

La rémunération pour ces prestations pour l'année 2012 se décompose en :

- une part fixe égale à 7 000 (sept mille) euros,
- complétée par une part variable, égale à 15% des recettes de fonctionnement du service, sans plafond.

La commune d'Aiguillon quant à elle assure pour sa part :

- la mise à disposition des biens et équipements ;
- la fourniture d'énergie et de fluides ;
- le petit et gros entretien des bâtiments (le ménage étant désormais assuré par l'OTC).

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,**

*20 voix pour,
0 voix contre,
2 abstentions,*

APPROUVE le modèle de convention de prestation de service avec l'Office de tourisme du Confluent pour la gestion et l'exploitation des gîtes et du camping pour l'année 2012 (joint en annexe),

AUTORISE le maire à signer ladite convention,

DIT que la rémunération de l'Office de tourisme pour ces prestations se décompose en :

- une part fixe égale à 7 000 (sept mille) euros,
- complétée par une part variable, égale à 15% des recettes de fonctionnement du service, sans plafond.

DIT que les crédits correspondants seront inscrits au BP 2012

*Publié le 21 novembre 2011
Visa Préfecture le 25 novembre 2011*



VILLE
D'**AIGUILLON**
www.ville-aiguillon.eu



CONVENTION de prestation de services
GESTION DES GÎTES ET DU CAMPING COMMUNAUX D'AIGUILLON
par l'OFFICE DE TOURISME DU CONFLUENT
Année 2012

VU la délibération du conseil municipal en date du 18 novembre 2011 adoptant les conditions d'exploitation des gîtes et du camping communaux par l'Office de tourisme du confluent pour l'année 2012 et adoptant le modèle de la convention correspondante,
VU la délibération du conseil municipal en date du 19 juillet 2011 déterminant les tarifs pour les gîtes communaux pour l'année 2012 et celle en date du ... déterminant les tarifs pour le camping pour l'année 2012,
VU l'Arrêté n°... du maire d'Aiguillon en date du ... fixant les dates d'ouverture des gîtes et du camping communaux ,
VU les statuts de l'Établissement Public Industriel et Commercial "OFFICE DE TOURISME DU CONFLUENT" en date du 14 mai 2008,
VU l'agrément délivré par l'organisme "Gîtes de France" aux dix gîtes communaux d'Aiguillon à compter de janvier 2010,
VU la proposition de l'Office de tourisme du Confluent pour la gestion et l'exploitation des gîtes et camping communaux pour l'année 2012,
CONSIDÉRANT la nécessité de garantir une promotion, un accueil et une gestion professionnels aux touristes fréquentant les équipements touristiques municipaux, et de réduire la saisonnalité en mutualisant les moyens et les compétences des deux parties,

Article 1. Formation du contrat

La COMMUNE D'AIGUILLON,

dont le siège social est situé à : Hôtel de Ville – 47190 AIGUILLON, ci-après dénommée "la collectivité",

A DÉCIDÉ de déléguer la gestion des équipements touristiques suivants dont elle est propriétaire :

- gîtes communaux "Le vieux moulin", Avenue de Lattre-de-Tassigny, 47190 AIGUILLON,
- camping communal, "Le vieux moulin", Avenue de Lattre-de-Tassigny, 47190 AIGUILLON.

La collectivité, par délibération du conseil municipal en date du 18 novembre 2011, a autorisé monsieur Jean-François SAUVAUD, son maire, à signer la présente convention.

L'OFFICE DE TOURISME DU CONFLUENT,

Établissement Public Industriel et Commercial créé par délibération de la Communauté de communes du Confluent le 28 juin 2007, dont le siège social est situé : 17, Avenue du 11 novembre – 47190 AIGUILLON, et ci-dessous dénommé "le prestataire",

ACCEPTE de prendre en charge la gestion et l'exploitation de ces deux équipements, selon les conditions fixées par la présente convention.

Le prestataire, par délibération du comité de direction en date du, a autorisé madame Jacqueline DE BACCO, présidente, à signer la présente convention.

CHAPITRE 1 : OBJET ET DURÉE DE LA CONVENTION

Article 2. Objet de la prestation de service

La prestation de service comprend la **gestion et l'exploitation des gîtes et camping communaux "Le vieux moulin"** situés sur la commune d'Aiguillon.

Article 3. Durée de la convention

La présente convention est valable du 1er janvier au 31 décembre 2012. Elle pourra être renouvelée par expresse reconduction.

CHAPITRE 2 : OBLIGATIONS à LA CHARGE DU PRESTATAIRE

Article 4. Exploitation du service – Principes généraux

Le prestataire assure la gestion et l'exploitation des équipements touristiques mentionnés dans l'article 1. Il a, par conséquent, à sa charge :

- la promotion des gîtes et du camping (documents promotionnels) ;
- l'accueil téléphonique : prise en charge des contacts avec toute personne intéressée par une location ;
- la tenue du planning des réservations ;
- l'établissement des contrats de location ;
- l'accueil physique en-dehors de la période estivale ;
- le gardiennage des équipements (voir article 5) ;
- l'entretien des structures, nettoyage, achat de petit matériel d'entretien et autre ;
- l'encaissement des recettes et la tenue d'un registre des locations qui devra être visé par le Maire (voir article 6).

Il fait donc office de Centrale de réservation pour le compte de la collectivité.

Article 5. Gardiennage des équipements

Le prestataire s'engage à assurer le gardiennage des gîtes et camping communaux à l'année, pour assurer les missions suivantes :

EMPLOI	GARDIEN
DÉFINITION	Accueille, conseille et oriente les usagers. Dresse les états des lieux (entrée, sortie) des locations. Assure les opérations de surveillance, de gardiennage.
ACTIVITES	<ul style="list-style-type: none">- Assurer l'accueil physique et téléphonique, l'information et l'orientation des usagers- Distribuer les emplacements (camping), remettre les clés (gîtes)- Dresser un état des lieux (entrée/sortie) des locations (gîtes)- Encaisser le montant des locations (tenue du registre de comptabilité)- Surveillance et sécurité des usagers- Surveillance de la propreté et de la salubrité- Entretien des équipements- Nettoyage des parties communes (camping : bureau, sanitaires, salle de convivialité ; gîtes : couloirs, sanitaires) et parties privatives (gîtes)- Signalement de toute nécessité de petit et gros travaux à la Directrice des Services Techniques
TEMPS TRAVAIL	DE <ul style="list-style-type: none">- Travail à l'année :- à temps complet durant les 4 mois d'été (15 mai-15 septembre)- à temps partiel durant 8 mois (16 sept au 14 mai)

Article 6. Dépenses d'exploitation

Le prestataire prend en charge les frais nécessaires à l'exploitation des gîtes et camping : fournitures d'entretien et de petit équipement (produits d'entretien, consommables sanitaires, petite vaisselle, etc).

Il en assurera la commande.

Article 7. Encaissement des recettes

Le prestataire s'engage à assurer l'encaissement des recettes pour le compte de la collectivité, correspondant aux missions suivantes :

EMPLOI	RÉGISSEUR du camping municipal et des gîtes communaux
ACTIVITES	<ul style="list-style-type: none"> - Encaisser le montant des locations - Tenir un registre de comptabilité et délivrer les reçus aux occupants - Procéder aux versements des fonds provenant des locations au Trésor public

Article 8. Relations, modalités de fonctionnement

Le prestataire s'engage pendant toute la durée du contrat à assurer les prestations détaillées dans l'article 4 et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution. Il informera la collectivité de toute éventuelle difficulté.

Les périodes d'ouverture des gîtes et camping communaux sont définies par un arrêté du maire d'Aiguillon, en concertation avec le prestataire.

Le bénéficiaire informera systématiquement le prestataire des fermetures rendues nécessaires (ex : travaux et autres interventions sur le site).

Le prestataire fera parvenir au bénéficiaire un planning prévisionnel hebdomadaire d'occupation des gîtes, afin de pouvoir caler les interventions de ménage.

Le fonctionnement des prestations détaillées dans l'article 7 devra être organisé au préalable pour les périodes de vacances de la directrice de l'Office de Tourisme.

Un règlement intérieur, proposé par le prestataire et approuvé par la collectivité, définit les règles de fonctionnement du service. Le prestataire s'engage à respecter et faire respecter ce règlement intérieur.

Article 9. Règles de sécurité – Responsabilités

Le prestataire reconnaît :

- avoir pris possession des clés et codes de télésurveillance des locaux, et s'engage à contrôler les accès au site ;
- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité arrêtées et s'engage à les respecter ;
- avoir constaté l'emplacement des dispositifs d'alarme, de moyens d'extinction d'incendie et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

Le prestataire devra justifier pour la période d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile pour les accidents corporels et matériels pouvant survenir à lui-même comme aux tiers. Elle doit être annexée à la présente convention.

En cas de dommage corporel ou de dommage matériel, la responsabilité de la commune ne pourrait être nullement mise en cause.

Article 10. Respect du label « Gîtes de France »

Le prestataire s'engage à respecter les engagements liés à la labellisation « Gîtes de France », obtenue en 2010 pour les gîtes d'Aiguillon sur les classements et thématiques développés, à savoir :

- charte des gîtes d'étape et de séjour (2 épis)
- appellation « Gîtes de pêche »,
- appellation « accueil vélo »,
- appellation « Taste vin »,
- appellation « Séminaires au vert ».

CHAPITRE 3 : MOYENS D'EXPLOITATION DU SERVICE

Article 11. Biens et équipements mis à disposition

Le prestataire, pour l'exécution de l'activité déléguée, se verra attribuer les biens et équipements d'exploitation nécessaires au fonctionnement du service, appartenant à la collectivité. Ces biens sont les suivants :

Gîtes :

- 10 gîtes : 1 gîte de 2 places, 6 gîtes de 3 places, 3 gîtes de 4 places,
- 1 logement de fonction du gardien,
- 1 salle d'accueil / détente,
- sanitaires communs,

- local pour vivier de pêche et matériel de randonnée,
- espace privatif extérieur,
- équipement agréé « Gîtes de France »

Camping :

- 48 emplacements
- 1 bâtiment accueil-sanitaires,
- sanitaires accès PMR (dans bâtiment des gîtes)
- classement provisoire 2 étoiles

Article 12. Fournitures énergie et fluides

Les dépenses d'énergie et de fluide (électricité, eau, chauffage) des équipements seront à la charge de la collectivité qui souscrita tout abonnement nécessaire.

Article 13. Personnel mis à disposition

La collectivité prend en charge les missions suivantes :

- le petit et gros entretien des bâtiments.
- (ménage : assuré par le gardien de l'OTC à l'année)

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 14. Ressources du prestataire

Pour l'ensemble des missions déléguées, le prestataire reçoit une rémunération, se décomposant en une part fixe et une part variable, dont le montant est fixé par le Comité de Direction du prestataire et validé en conseil municipal.

La **rémunération fixe** versée par la collectivité pour l'année 2012 s'élève à : **7 000 (sept mille) euros**.

La **rémunération variable** versée par la collectivité pour l'année 2012 **est égale à 15% des recettes de fonctionnement du service, sans plafond**.

Le prestataire établira une facturation au début de la période d'application de la présente convention.

Article 15. Tarifs du service

Les tarifs du service sont fixés par la commune en conseil municipal.

Article 16. Loyer

Les biens mis à disposition du prestataire ne font l'objet d'aucun loyer (mise à disposition gratuite).

Article 17. Perception des recettes des gîtes et camping

Compte tenu de la gestion, par le délégataire, au nom et pour le compte de la collectivité, les recettes des gîtes et camping constituent des fonds publics.

Par conséquent, le délégataire du service public est régisseur de recettes. Il désigne à cet effet Mlle Charlotte ROMA-COMPIGNIE nommément agréée en cette qualité. A ce titre, elle collecte les sommes versées par les usagers et les reverse à la collectivité sur un compte ouvert à son nom au Trésor.

CHAPITRE 5 : CONTRÔLE PAR LA COLLECTIVITÉ

La collectivité conserve le contrôle du service délégué.

Pour permettre la vérification et le contrôle du fonctionnement, des conditions financières et techniques de la présente convention, le prestataire produit chaque année un compte-rendu technique et financier.

A Aiguillon, le

Pour la commune d'AIGUILLON,

Pour l'office de tourisme du confluent

Le maire

La présidente

Convention prestation service 2012
Gestion gîtes et camping d'AIGUILLON

4/4

URBANISME

2. Détermination du taux de la Taxe d'aménagement communale

Monsieur le maire présente à l'assemblée le rapport suivant :

La réforme du financement de l'aménagement promulguée par la loi n°2010-1658 du 29 décembre 2010 a instauré notamment la taxe d'aménagement (T.A).

Cette taxe d'aménagement, qui vient remplacer la taxe locale d'équipement (T.L.E), constitue une recette d'investissement permettant de fournir à la commune une partie des ressources nécessaires au financement des équipements publics rendus nécessaires à l'urbanisation. Elle entrera en vigueur à compter du 1er mars 2012.

La commune étant dotée d'un Plan Local d'Urbanisme, la T.A. s'applique de plein droit au taux de 1% mais son taux peut être fixé librement par délibération du conseil municipal dans une fourchette comprise entre 1% et 5% de la valeur forfaitaire définie par la loi (conformément à la loi des finances précitée et notamment à l'article L. 331-14 du code de l'urbanisme).

Cette T.A est applicable sur l'ensemble du territoire communal et chacune des délibérations par lesquelles l'autorité compétente institue, renonce ou supprime la T.A est valable pour une durée de trois ans à compter de son entrée en vigueur (article L331-2 4ème alinéa du code de l'urbanisme).

Cependant la délibération permettant de fixer le taux applicable est valable pour une période d'un an, reconduite automatiquement et de plein droit dans le cas où une nouvelle délibération ne serait pas adoptée avant le 30 novembre pour une application au premier janvier de l'année suivante.

Le calcul de la taxe d'aménagement repose la formule suivante :

$$\text{TA} = \text{surface de la construction} \times \text{valeur forfaitaire} \times \text{taux}$$

Le recouvrement de la taxe s'effectuera en deux fois à deux fractions égales à la moitié, à douze et vingt-quatre mois après la délivrance de l'autorisation de construire ou d'aménager

Monsieur le maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré**

22 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

Vu la loi n°2010-1658 du 29 décembre 2010,

Vu le code des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L,331-1 et suivants

VU le plan local d'urbanisme approuvé le 21 septembre 2007, et modifié les 1er février 2008, 27 mars 2009 et 12 février 2010 et le 19 juillet 2011,

Considérant que la taxe d'aménagement s'applique de plein droit au taux de 1% dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme,

Considérant que cette taxe d'aménagement vient remplacer la taxe locale d'équipement (T.L.E) et qu'elle constitue une recette d'investissement permettant de fournir à la commune une partie des ressources nécessaires au financement des équipements publics rendus nécessaires à l'urbanisation,

Considérant qu'au regard de l'article L. 331-14 du code de l'urbanisme , le taux de ladite taxe peut être fixé librement par délibération du conseil municipal dans une fourchette comprise entre 1% et 5% de la valeur forfaitaire définie par la loi

INSTITUE la taxe d'aménagement au taux de 3,5%,

NOTE que la Taxe d'Aménagement nouvellement instituée est applicable sur l'ensemble du territoire communal et que conformément à l'article L331-2 4ème alinéa du code de l'urbanisme chacune des délibérations par lesquelles l'autorité compétente institue, renonce ou supprime la TA est valable pour une durée de trois ans à compter de son entrée en vigueur.

PRÉCISE que ladite délibération ayant pour but de fixer le taux applicable est valable pour une période d'un an, reconduite automatiquement et de plein droit dans le cas où une nouvelle délibération ne serait pas adoptée avant le 30 novembre pour une application au premier janvier de l'année suivante.

DIT que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois et sera exécutoire dès la transmission au représentant de l'État,

MANDATE monsieur le maire pour procéder aux formalités nécessaires pour l'application des taux nouvellement fixés.

Publié le 21.11.2011

Visé Préfecture le 25 novembre 2011

h h h h h h h h

3. Avis du conseil sur la demande d'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers présentée par l'entreprise GAUBAN à « Misère »

Monsieur le maire présente à l'assemblée le dossier par lequel l'entreprise SA Gauban, représentée par monsieur Christophe DA PIOAN, Président Directeur Général dont le siège social est « Plaine du Roc » 47300 LE LEDAT sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers située aux lieudits « A Barbot », « A Brot », « A Burthes », « A Misère », « Darre Lou Bos » et « Maitérie Neuve » 47190 AIGUILLON.

Il précise qu'une enquête publique d'une durée d'un mois s'est tenue du 20 juin 2011 au 20 juillet 2011 inclus et que les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête a été déposé dans les communes d'Aiguillon, Bourran, Clairac, Galapian, Lafitte-sur-Lot, Lagarrigue, Monheurt, Nicole, Port-Sainte-Marie, Saint Salvy et Tonneins afin que chacun puisse en prendre connaissance pour y consigner d'éventuelles observations.

Il ajoute que dans le cadre du déroulement de l'enquête publique, monsieur Jean KLOOS en sa qualité de commissaire enquêteur désigné par monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux dans son avis n°E11000109/33 du 13 avril 2011, a rencontré quatorze personnes dont treize ont consigné des observations sur le registre prévu à cet effet. Il ajoute par ailleurs que trois courriers et deux notes manuscrites ont également été versés au dossier.

Il indique que monsieur Jean KLOOS, commissaire enquêteur a conformément à la réglementation en vigueur, remis son rapport d'enquête ainsi que ses conclusions et a émis un avis favorable en date du 17 août 2011

Monsieur le maire invite l'assemblée à formuler un avis sur la présente demande d'autorisation d'exploiter une carrière.

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

20 voix pour

2 voix contre

0 voix abstention

DONNE un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers située aux lieudits « A Barbot », « A Brot », « A Burthes », « A Misère », « Darre Lou Bos » et « Maitérie Neuve » 47190 AIGUILLON sollicité par l'entreprise SA Gauban, représentée par Monsieur Christophe DA PIOAN, Président Directeur Général dont le siège social est « Plaine du Roc » 47300 LE LEDAT.

Publié le 21.11.2011

Visé Préfecture le 25 novembre 2011

h h h h h h h h

BIENS COMMUNAUX – OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

4. Redevance d'Occupation du Domaine Public (trottoirs/terrasses) : détermination tarifs 2012

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

L'usage privatif du domaine public suppose l'octroi par la commune d'un titre d'occupation délivré à titre temporaire, précaire et révocable (CGPPP, art. L2122-1, L. 2122-2 et L. 2122-3).

Le Maire délivre aux commerces du centre-ville :

- des permis de stationnement pour une occupation privative du domaine public sans emprise au sol par des objets ou ouvrages conservant leur caractère mobilier (par exemple : terrasses de café installées sur les trottoirs, présentoirs de journaux, etc) ;
- des permis de voirie pour une occupation privative du domaine public avec emprise au sol par des ouvrages qui modifient l'emprise domaniale et font corps avec elle (par exemple : installations de mobiliers urbaines, construction facilement démontable, etc).

Il s'agit d'autorisations unilatérales d'occupation privative du domaine public, qui ne sont pas constitutives de droits réels.

Toute occupation privative du domaine public est soumise au paiement d'une redevance. Il appartient par ailleurs à la collectivité de fixer, tant dans l'intérêt du domaine et de son affectation que dans l'intérêt général, les modalités de cette utilisation privative et les conditions auxquelles elle entend la subordonner. L'occupation privative du domaine public est soumise à un principe général de non-gratuité (CGPPP, art. L 2125-3).

Monsieur le maire invite le conseil municipal à fixer le montant des redevances correspondantes pour l'année 2012, en augmentant les tarifs 2011 de 2% arrondi.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré

22 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

DÉCIDE de fixer les tarifs de la redevance pour occupation privative du domaine public à compter du 1^{er} janvier 2012 ainsi qu'il suit :

Objet	montant
Occupation privative du domaine public <u>sans</u> emprise au sol (permis de stationnement)	05,31 €/ m²/ an
Occupation privative du domaine public <u>avec</u> emprise au sol (permis de voirie)	21,23 €/ m²/ an

Publié le 21.11.2011

Visé Préfecture le 29 novembre 2011

h h h h h h h h

5. Détermination des tarifs 2012 – Foires et Marchés

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

L'exercice d'une activité ambulante sur le domaine public n'est possible qu'après déclaration faite au centre de formalités des entreprises et remise d'une carte professionnelle (Code commerce, art. L 123-29). La délivrance de ces documents n'autorise cependant nullement leurs détenteurs à exercer librement leur profession sur l'ensemble du domaine public de la commune ; c'est le maire qui réglemente l'exercice du commerce ambulant.

Une autorisation préalable est nécessaire lorsque l'exercice de l'activité commerciale (vente ou dégustation gratuite de produits, etc.) entraîne l'occupation privative du domaine public, en particulier du domaine public routier. L'autorisation prend la forme d'un permis de stationnement s'il n'y a pas modification de cette

emprise (planches sur tréteaux, étalage ou présentation à même le sol, stationnement d'un véhicule ou d'une remorque). Ces autorisations sont délivrées à titre précaire et révocable et sont subordonnées au paiement d'un droit de place (CGCT, art. L 2213-6).

Dans le cas d'une « Foire avec animation commerciale », on entend par « animation commerciale » une action promotionnelle ponctuelle qui vise à développer les ventes d'un produit ou les visites dans un point de vente (vente sur accroche, dégustation, démonstration, etc...). L'animation terrain est effectuée par un animateur pour le compte d'une marque ou d'une enseigne, à l'initiative de l'organisateur de la foire. Elle repose généralement sur un mécanisme ludique ou sur une politique de prix promotionnelle (vente flash par exemple).

Monsieur le maire invite le conseil municipal à fixer les tarifs pour les droits de place des foires et marchés pour l'année 2012.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré

22 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

DÉCIDE de fixer les tarifs suivants pour les droits de place des foires et marchés à compter du 1^{er} janvier 2012 :

Marchés d'approvisionnement	Longueur du stand au mètre linéaire		
	0 à 2 ml	2 à 4 ml	Au-delà, par mètre linéaire supplémentaire
Prix / marché			
Prix journalier	2,13 €	2,55 €	0,69 €
Prix mensuel	1,92 €	2,28 €	0,64 €
Prix trimestriel	1,75 €	2,13 €	0,53 €
Prix semestriel	1,54 €	1,92 €	0,48 €
Prix annuel	1,39 €	1,92 €	0,43 €

Ventes sur les voies publiques (stationnement d'un véhicule ou d'une remorque)	
Par jour	106,12 €

Cirques et spectacles divers	
Par jour	21,42 €

Foires*	Surface du stand en mètre carré	
	0 à 10 m ²	Au-delà
Foire (sans animation commerciale)	12,42 €/ m ² / jour	0,13 € / m ² / jour
Foire (avec animation commerciale)	13,26 €/ m ² / jour	0,16 € / m ² / jour

* les associations aiguillonnaises sont exonérées du paiement de cette redevance lorsqu'elles occupent le domaine public en raison de leur statut et du caractère non lucratif de leur activité

Commun	
Supplément pour branchement électrique	0,95 € par jour
Supplément pour fourniture en eau	1,04 € / marché + consommation aux frais réels par m3

h h h h h h h h

PERSONNEL

6. Motion contre l'amputation de 10% de la cotisation pour la formation des agents territoriaux au CNFPT

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

L'Association des maires de France et le CNFPT sollicitent le soutien du conseil municipal suite aux changements relatifs au financement de la formation des agents territoriaux. En effet, le Parlement a décidé dans la loi de finances rectificative pour 2011 d'abaisser la cotisation versée par les collectivités employeurs au CNFPT de 1% à 0,9%, à compter de 2012. D'après l'AMF, cette mesure va entraîner une fragilisation de la seule institution qui assure une réponse mutualisée aux besoins de formation des agents territoriaux. Le conseil municipal est appelé à prendre une motion pour demander au Gouvernement que soit maintenu le taux plafond de 1% de la cotisation versée au Centre national de la fonction publique territoriale par les employeurs territoriaux pour la formation professionnelle de leurs agents, afin de ne pas en dégrader la qualité.

Monsieur le maire invite le conseil municipal à se prononcer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré

22 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

DEMANDE que soit rétabli le taux-plafond de 1% de la cotisation versée au Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) par les employeurs territoriaux pour la formation professionnelle de leurs agents,

MANDATE monsieur le maire pour communiquer ce vœu au préfet de Lot-et-Garonne et au président du CNFPT.

h h h h h h h h

FINANCES - COMPTABILITÉ

7. Décisions modificatives – Budget principal Commune

7.1. Créances irrécouvrables

Monsieur le maire informe l'assemblée d'un état de créances irrécouvrables pour l'exercice 2011, délivré par le Receveur d'Aiguillon, dont la liste est annexée en pièces jointes, pour un montant de 475,03 €.

Monsieur le maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

22 voix pour
0 voix contre
0 voix abstention

DÉCIDE la mise en non valeur des créances irrécouvrables de 2011 s'élevant à 475,03 €, selon le détail annexé à la présente.

A.R. PREFECTURE

047-214700049-20111118-2011_115-DE
Regu le 29/11/2011

Présentation en non valeurs
arrêtée à la date du 21/09/2011
047003 TRES. AIGUILLON
26000 - AIGUILLON -

Exercice 2011

Numéro de la liste 85350135

4 pièces présentes pour un total de 62,00

Catégories et Personne phy 3 Pièces pour
Personne mor 1 Pièces pour

Catégories de DIVERS 4 Pièces pour

Motifs de prés Créance minir 4 Pièces pour

Tranches de r inférieur strict 4 Pièces pour
Supérieur ou i 0 Pièces pour
Supérieur ou i 0 Pièces pour
Supérieur ou i 0 Pièces pour

Exercice de P 2010 3 Pièces pour
2009 1 Pièces pour

Nature Juridiq Exercice pièce Référence de Nom du redevable Montant resta Motif de la pré

Inconnue	2009 R-1-108	EL MALES SAID .	25,96	Créance minir
Inconnue	2010 R-1-29	BAUER DELPHINE .	6,66	Créance minir
Inconnue	2010 R-0-281	SOREIL NATHALIE .	11,38	Créance minir
Société	2010 T-93	LE PETIT CREUX	18	Créance minir

TOTAL 62 /



Présentation en non valeurs
arrêtée à la date du 21/09/2011
047003 TRES. AIGUILLON
26000 - AIGUILLON -

Exercice 2011

Numéro de la liste 95391235

19 pièces présentes pour un total de 413,03

Catégories et Personne phy	17 Pièces pour	401,95
Personne phy	2 Pièces pour	11,08

Catégories de DIVERS	19 Pièces pour	413,03
----------------------	----------------	--------

Motifs de pré Créance minit	19 Pièces pour	413,03
-----------------------------	----------------	--------

Tranches de l'Inférieur strict	19 Pièces pour	413,03
Supérieur ou "	0 Pièces pour	0
Supérieur ou "	0 Pièces pour	0
Supérieur ou "	0 Pièces pour	0

Exercice de P	2009	15 Pièces pour	350,04
2008 <td>4 Pièces pour <td>62,99</td> </td>	4 Pièces pour <td>62,99</td>	62,99	

Nature Juridiq	Exercice pièce	Référence de N° ordre	Imputation bu	Nom du redevable	Montant resta	Motif de la pré Observations
----------------	----------------	-----------------------	---------------	------------------	---------------	------------------------------

Particulier	2008	T-700300000:	1 7067--	BONNAY GWENAELE I	8,18	Créance minime
Inconnue	2008	T-718617063:	1 588--	BOUCHE NICOLE .	7,88	Créance minime
Inconnue	2008	T-718617073:	1 588--	COONE BAETE .	36,94	Créance minime
Inconnue	2008	T-718617083:	1 588--	DUPOUY RENE .	9,99	Créance minime
Inconnue	2009	R-1-177	1 588--	MARTINEZ BRUNO .	30,2	Créance minime
Inconnue	2009	R-1-27	1 588--	BENOUAHAB DJAMILA I	12,22	Créance minime
Inconnue	2009	R-1-76	1 588--	DA SILVA HELENA .	40,6	Créance minime
Inconnue	2009	R-1-66	1 588--	CORREIRA TANIA .	40,26	Créance minime
Inconnue	2009	R-1-96	1 588--	DO MODAL SIMOES SO	33,14	Créance minime
Inconnue	2009	R-1-175	1 588--	MARTINEZ BRUNO .	24,4	Créance minime

Inconnue	2009 R-1-171	1 588--	MARTINEZ BRUNO .	12 Créance minime
Inconnue	2009 R-1-171	1 588--	MARTINEZ BRUNO .	25 Créance minime
Inconnue	2009 R-1-150	1 588--	HENRIQUES MARQUES	52,06 Créance minime
Inconnue	2009 R-1-156	1 588--	JOULIA ANGELIQUE .	49,7 Créance minime
Inconnue	2009 R-1-157	1 588--	JOULIA ANGELIQUE .	1,95 Créance minime
Inconnue	2009 R-1-216	1 588--	OLIVEIRA MARINHEIRO	12,73 Créance minime
Particulier	2009 T-614	1 7067-421-	EPAILLY-PETERS ALINE	2,9 Créance minime
Inconnue	2009 T-7186180234	1 588--	BENDAHO MOHAMED .	5 Créance minime
Inconnue	2009 T-7186180334	1 588--	BOUCHE NICOLE .	7,88 Créance minime
			TOTAL	413,03



7.2. Virement de crédits suite emprunt

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Suite à l'emprunt contracté le 23 août 2011 d'un montant de 300 000 €, il est nécessaire de procéder au virement de crédit entre les différents chapitres d'investissement du budget principal de la commune afin d'alimenter l'article comptable correspondant à l'échéance du 10 décembre 2011.

La décision modificative proposée à l'adoption se décompose ainsi :

Budget principal Commune

Imputation	Intitulé	Dépenses	Recettes
Section d'investissement			
<u>Chapitre 21</u> Art. 2315 F822 - S23	Installation, matériel et outillage techniques	- 6 213 €	
<u>Chapitre 16</u> Art. 1641	Emprunt	+ 6 213 €	
	TOTAL	0,00 €	

Monsieur le maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1612-11,
Vu le budget primitif 2010 adopté par délibération du conseil municipal du 26 mars 2010,
Vu la délégation de pouvoir complémentaire au maire par délibération du conseil municipal du 28 mars 2008,
Après avoir entendu en séance le rapport de M. le maire,

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

22 voix pour
0 voix contre
0 voix abstention

APPROUVE la décision modificative proposée du budget principal de la Commune de l'exercice 2010, par chapitre en section d'investissement.

Publié le 21.11.2011
Visé Préfecture le 29 novembre 2011

h h h h h h h h

ORGANISMES EXTERIEURS

8. Communauté de Commune du Confluent : approbation modification statutaire

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le projet de modification des statuts de la Communauté de communes du Confluent, adopté par le conseil communautaire en date du 11 octobre 2011.

Monsieur le maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

22 voix pour
0 voix contre
0 voix abstention

ACCEPTE la modification des statuts proposée par la Communauté de communes du confluent, selon le modèle joint à la présente délibération, portant sur la redéfinition de l'intérêt communautaire en matière de :

- aménagement et gestion de zones d'activités,

- protection et mise en valeur de l'environnement,
- politique du logement et du cadre de vie,
- sport,
- enseignement pré-élémentaire et élémentaire,
- action sociale,
- soutien aux associations.

Publié le 21.11.2011

Visa Préfecture le 29 novembre 2011

A.R. PREFECTURE

047-214700049-20111118-2011_117-DE
Regu le 29/11/2011

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CONFLUENT

STATUTS

Article 1

Les communes de :

AIGUILLON
AMBRUS
BAZENS
BOURRAN
CLERMONT-DESSOUS
DAMAZAN
FREGIMONT
GALAPIAN
LAGARRIGUE
MONHEURT
NICOLE
PORT-SAINT-MARIE
PUCH D'AGENAIS
RAZIMET
SAINT-LEGER
SAINT-LEON
SAINT SALVY

Adhèrent à une Communauté de Communes dénommée :

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU
CONFLUENT**

Article 2

La Communauté de Communes du Confluent a pour objet le développement et la solidarité des communes adhérentes.

La Communauté exerce de plein droit aux lieux et places des communes membres :

I - COMPETENCES OBLIGATOIRES

1) Aménagement de l'espace

- création de réserves foncières pour l'exercice des compétences de la communauté
- mise en œuvre d'une charte intercommunale d'orientation, d'aménagement et de développement

2) Actions de développement économique intéressant l'ensemble de la communauté

Aménagement et gestion de zones d'activité

Sont d'intérêt communautaire :

- la Z.A.E. de la Confluence située sur le territoire de la commune de Damazan, à proximité de l'échangeur autoroutier d'Aiguillon
- les zones d'activités nouvelles à vocation économique, artisanale, commerciale, touristique et de loisirs

Actions en faveur du développement touristique

Sont d'intérêt communautaire :

- La création d'un Office de Tourisme communautaire
- l'accueil et l'information du touriste
- la mise en place d'animations, en dehors de toutes animations purement communales prises en compte par des associations locales
- la réalisation d'études et la mise en place de stratégies de communication
- la création d'un label touristique du confluent

II - COMPETENCES OPTIONNELLES

La Communauté de Communes se dote des compétences dans les domaines suivants :

1) Protection et mise en valeur de l'environnement

- collecte et traitement des ordures ménagères et des déchets industriels banal, mise en place d'une collecte sélective

2) Création, Aménagement et entretien de la voirie communale

- *Création de voies nouvelles*
- *Entretien et aménagement des voies communales (VC)* des communes membres (suivant inventaire établi par la D.D.E. . La délimitation de la compétence de la Communauté de Communes est arrêtée ainsi qu'il suit :
 - *pour les voies communales situées en agglomération et les rues*
 - chaussée uniquement (hors trottoirs, places et parkings attenants)
 - assainissement pluvial de surface (bordures, caniveaux, grilles, avaloirs, regards)
 - signalisation existante horizontale et verticale de police (hors directionnelle et signalétique)
 - *pour les voies communales situées hors agglomération*
 - chaussée, accotements, fossés, talus
 - ouvrages d'art et d'assainissement pluvial
 - signalisation existante horizontale et verticale de police (hors directionnelle)
- *Entretien des chemins ruraux* (à l'identique) desservant une habitation ou reliant 2 voies entre elles au niveau de :
 - chaussée, accotements, fossés, talus
 - ouvrages d'art et d'assainissement pluvial
 - signalisation horizontale et verticale de police (hors directionnelle)

COMPETENCES FACULTATIVES

La Communauté de Communes se dote également des compétences facultatives suivantes :

- Haut Débit

- Démarche Pays

- participation à la démarche pays tel que prévu par le Décret d'application n° 2000-909 du 19 septembre 2002 relatif à la loi n° 99-533 du 25 Juin 1999 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire
- participation à la mise en œuvre de la réalisation de la Charte du Territoire ainsi que la constitution du Conseil de Développement

- Sport

- la réhabilitation et la gestion du vélodrome situé sur la Commune de Damazan
- prise en charge de l'apprentissage de la natation aux élèves de Cycle 2 et de 6^{ème} non nageurs, prioritairement
- participation à la réalisation de nouveaux équipements sportifs reconnus d'intérêt communautaire
- participation aux frais de fonctionnement des stades, salles de sport et courts de tennis des communes membres
- participation aux frais de réhabilitation de la piscine d'Aiguillon

- Enseignement préélémentaire et élémentaire

- Participation aux frais des infrastructures des groupes scolaires

- Action Sociale

- Création et gestion d'un RAM (Relais d'Assistants Maternelles)

- Soutien aux associations

- pour la pérennisation des emplois-jeunes recrutés dans les domaines sportifs ou « enfance-jeunesse »
- pour la mise en œuvre d'activités concernant plusieurs communes membres de la communauté, telles que l'enseignement de la Musique, le cinéma
- participation aux manifestations culturelles et associatives sur l'ensemble du territoire

Article 3

Le siège de la *Communauté de Communes du Confluent* est fixé à **AIGUILLON**, 17 avenue du 11 Novembre.

Article 4

La Communauté de Communes du Confluent est constituée pour une durée illimitée.

Article 5

La Communauté de Communes du Confluent est administrée par un Conseil de Communauté composé de membres délégués élus par les communes adhérentes.

Le nombre de délégués par commune est fixé comme suit :

- 3 délégués titulaires
- 3 délégués suppléants.

Les délégués suppléants sont appelés à siéger en cas d'empêchement des délégués titulaires.

Le renouvellement des instances de la Communauté de Communes se fera parallèlement au renouvellement des Conseillers Municipaux.

Article 6

En dehors des recettes propres à tout E.P.C.I., les ressources de la Communauté seront basées sur une fiscalité additionnelle.

Article 7

COMPOSITION DU BUREAU

Le Bureau sera composé d'autant de membres que de communes adhérentes.

En dehors du Président et des Vice-Présidents qui seront désignés conformément à l'article L. 5211.10 du C.G.C.T., le Bureau pourra donc comprendre un secrétaire-général et des membres.



9. SMICTOM Lot-et-Garonne – Baïse : Rapport d'activité 2010 (information)

Monsieur le maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

En vertu de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et le décret n°2000-404 du 11 mai 2000, le président de l'EPCI compétent est tenu de présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ménagers relatif à l'exercice 2010.

Ce rapport, qui comporte des indicateurs techniques et financiers, est destiné en priorité à l'information des usagers dans un souci de transparence.

Pour le territoire de la communauté de communes du confluent, c'est le Syndicat mixte intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères du Lot—Garonne- Baïse (SMICTOM LGB) qui assure la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés.

Le RPQS qu'il a élaboré pour l'exercice 2010 pour le compte de la communauté de communes du confluent, est présenté pour information au conseil municipal. Il est tenu à la disposition du public à la CDC du confluent, en mairie et sur le site internet.

Le conseil municipal,

PREND CONNAISSANCE du rapport annuel sur le prix et la qualité du service service public d'élimination des déchets ménagers relatif à l'exercice 2010, rédigé et présenté par le Syndicat mixte intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères du Lot—Garonne- Baïse (SMICTOM LGB) pour le compte de la communauté de communes du confluent, compétente,

Publié le 21.11.2011

Visé Préfecture le 29 novembre 2011

h h h h h h h h

10. Syndicat intercommunal de Transports Scolaire d'Aiguillon et de Port-Sainte-Marie (SITS) : communication du rapport d'activité 2010

Monsieur le maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

La commune d'Aiguillon est membre du Syndicat intercommunal de transports scolaires (SITS) d'Aiguillon et de Port-sainte-Marie, ayant pour but la gestion des services spéciaux de transport d'élèves desservant les établissements scolaires de ces deux communes.

En vertu de l'article L.5211-39 du CGCT, la présidente du SITS d'Aiguillon et de Port-sainte-Marie adresse chaque année au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement et l'utilisation des crédits engagés par l'établissement dans chaque commune, accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement.

Le conseil municipal est donc appelé à prendre connaissance du rapport d'activité du SITS pour l'exercice 2010. Il doit en effet faire l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organisme délibérant de l'EPCI sont entendus.

Madame la présidente du SITS présente le rapport 2010.

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

22 voix pour

0 voix contre

0 voix abstention

ADOpte le rapport annuel d'activité relatif à l'exercice 2010, élaboré par le Syndicat intercommunal de transports scolaires d'Aiguillon et de Port-sainte-Marie (SITS).

Publié le 21.11.2011

Visé Préfecture le 29 novembre 2011

h h h h h h h h

AFFAIRES DIVERSES

11. Don à l'Institut Bergonié

Monsieur le maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

Le conseil municipal est appelé à approuver le versement d'une subvention exceptionnelle de 150 € à l'Institut Bergonié, Centre régional de recherche et de lutte contre le cancer de Bordeaux et du Sud-Ouest.

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

22 voix pour
0 voix contre
0 voix abstention

APPROUVE le versement d'une subvention exceptionnelle de 150 € (cent cinquante euros) à l'Institut Bergonié, Centre régional de recherche et de lutte contre le cancer de Bordeaux et du Sud-Ouest,

DÉCIDE du virement de crédits suivant pour financer cette action :

Imputation	Intitulé	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement			
<u>Chapitre 11</u> Art. 60633	Fournitures de voirie	- 150 €	
<u>Chapitre 65</u> Art. 6573	Subvention de fonctionnement aux organismes publics	+ 150 €	
	TOTAL	0,00 €	

MANDATE monsieur le maire pour effectuer les démarches nécessaires à ce versement.

Publié le 21.11.2011

Visé Préfecture le 29 novembre 2011

h h h h h h h h

12. Subvention exceptionnelle – IME Cazala voyage en Afrique

Monsieur le maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

Le conseil municipal est appelé à approuver le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 300 € à l'Institut Médico-Educatif (IME) de Cazala à Damazan. Cet établissement, qui accueille des enfants et adolescents handicapés mentaux légers, sollicite l'aide de la commune pour une prise en charge partielle d'un voyage humanitaire en Afrique.

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

22 voix pour
0 voix contre
0 voix abstention

APPROUVE le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 300 € (trois cent euros) à l'Institut Médico-Educatif (IME) de Cazala à Damazan, pour l'organisation d'un voyage humanitaire en Afrique,

DÉCIDE du virement de crédits suivant pour financer cette action :

Imputation	Intitulé	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement			
<u>Chapitre 11</u> Art. 60633	Fournitures de voirie	- 300 €	
<u>Chapitre 65</u> Art. 6574	Subvention de fonctionnement aux associations	+ 300 €	
	TOTAL	0,00 €	

MANDATE monsieur le maire pour effectuer les démarches nécessaires à ce versement.

Publié le 21.11.2011

Visé Préfecture le 29 novembre 2011

h h h h h h h h

AFFAIRES DE DERNIERE MINUTE

13. Élection délégué titulaire au Syndicat des eaux du sud du Lot : modification de la délibération du 28 mars 2008

Monsieur le maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

Suite au renouvellement général de l'équipe municipale les 9 et 16 mars 2008, l'Assemblée a élu des représentants de la commune au sein des organismes extérieurs dont elle est membre. Ainsi, elle a élu deux représentants titulaires, et deux suppléants auprès du Syndicat des eaux du sud du Lot, conformément aux statuts de cet organisme. Le conseil municipal est appelé à remplacer l'un des deux délégués suppléant, Jean-Pierre PIBOYEUX. Le conseil municipal est appelé à délibérer.

Publié le 21.11.2011

Visé Préfecture le 29 novembre 2011

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

22 voix pour

0 voix contre

0 voix abstention

ÉLIT le représentant auprès du Syndicat des eaux du sud du Lot suivant en remplacement de Jean-Pierre PIBOYEUX :

Civilité	Prénom	Nom	Fonction élective	qualité
Monsieur	Jean-Paul	VIELLE	CM Majorité	délégué suppléant

DIT que les autres délégués élus le 28 mars 2008 restent inchangés, à savoir :

Civilité	Prénom	Nom	Fonction élective	qualité
Madame	Isabelle	DRISSI	CM Majorité	délégué titulaire
Monsieur	Daniel	GUIHARD	CM Majorité	délégué titulaire
Monsieur	Franck	GAY	CM Opposition	délégué suppléant

MANDATE Monsieur le Maire pour en informer l'organisme concerné.

h h h h h h h h

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 20H40.

h h h h h h h h

Le maire,

Le secrétaire,

Et ont signé les membres présents :

André CASTAGNOS

Jacqueline BEYRET-TRESEGUET

Michel PEDURAND

Danielle DAL BALCON
(absente)

Jean Paul VIELLE

Fabienne DE MACEDO

Gabriel LASSERRE

Christiane MORIZET

Jean-Pierre LACROIX

Éliane TOURON
(absente)

Christiane FAURE

Jean Pierre PIBOYEUX

Martine RACHDI
(absente)

Hélène DE MUNCK

Pascal SEGUY

Daniel GUIHARD

Frédéric PRINCIC

Alexandrine BARBEDETTE
(absente)

Cathy SAMANIEGO

Isabelle DRISSI
(absente)

Mohamed LAHSAÏNI
(absent)

Franck GAY
(absent)

